

Monsieur le président,

C'est avec amertume que nous vous souhaitons une bonne année !

En effet, comment être d'humeur festive et positiver dans le contexte international actuel que nous n'étayerons pas, nous pourrions y passer plus de la journée tellement la situation est catastrophique.

Comment bien commencer l'année après la catastrophe qui a durement frappé Mayotte à qui nous exprimons notre soutien, et comment accepter que ses compatriotes d'outre-mer vivent dans des bidonvilles depuis toujours et qu'il aura fallu cette catastrophe pour que les autorités s'émeuvent hypocritement d'autant de misère en notre sein ?

Comment rester placide devant la montée de la violence et la succession de souvenirs des différents attentats qui ont frappé notre nation ?

Comment être serein dans un climat politique instable ?

La nomination de François Bayrou comme avait pu l'être celle de Michel Barnier au poste de Premier ministre, laisse peu de doute sur les orientations du nouveau gouvernement. Il s'inscrit dans les pas de ses prédécesseurs...

La ligne de conduite sera de restreindre les dépenses notamment de l'éducation la justice, le travail et l'emploi ou encore l'agriculture. Le discours alarmiste sur la dette et le déficit sera justifié les politiques d'austérité qui ne sont pas une fatalité. Ce discours de la peur peut-être facilement déconstruit. Il vise à protéger les intérêts des plus riches et des grandes entreprises, tout en sacrifiant la réponse aux besoins fondamentaux de la population.

Notre administration a déjà subi les suppressions d'emplois les plus massives de la fonction publique. Plus de 30 000 emplois temps plein de 2008 à 2024, et un objectif de 3 000 suppressions dans le cadre d'objectifs et de moyens » 2023-2027. Des chiffres qui font tourner la tête, surtout celles des agent.es et des usager.es !

Dans nos services publics nos conditions de travail ne cessent de se dégrader : suppressions continue d'emplois, liquidation de services et de sites, méthodes de travail industrialisées, règles de gestion de plus en plus arbitraires, rémunérations qui ne suivent pas, « management » de plus en plus souvent toxique : le mal être au travail, déjà bien présent, ne fait que s'aggraver !

La DGFIP est en train d'être transformée en une administration déshumanisée, maltraitante pour ses agents comme pour le public ! Et ce n'est pas en introduisant plus d'emplois précaires que la situation pourra être améliorée.

La baisse des dépenses structurelles du ministère illustre aussi cette dérive et on s'étonne après du manque d'attractivité... Jamais autant de collègues n'ont aspiré à quitter notre administration, usés, résignés, découragés, car on leur en demande toujours plus sans moyen, ni reconnaissance ni même empathie, utilisant des méthodes managériales ou opprimantes, dégradantes voire humiliantes.

L'humain comme le service public ne font plus partie du vocabulaire de l'état tant au niveau national que local, pour preuve vous n'avez tenu compte de certaines recommandations des représentants de la FS en matière de santé et sécurité au travail pour les agents du service de la BVD Nord.

La CGT s'interroge sur le rôle des représentants du personnel.

Pour supprimer les ponts naturels, nous sommes une administration régaliennne mais lorsqu'il s'agit de pérenniser les emplois, nous sommes la variable d'ajustement!

C'est une nouvelle démonstration du peu de considération envers les agents et les missions de service public qui continuent chaque année à subir le démantèlement et le rouleau compresseur.

Bien sûr vous rétorquerez que les indicateurs sont au beau fixe, peut-être n'ont-ils jamais été aussi bons, que le monde parfait existe à la DGFIP et blablabla et blablabla, nous connaissons ce discours aujourd'hui très bien huilé, satisfaisant les égaux des plus hauts, renforçant et armant les destructeurs du service public mais excusez-nous, pour le peu, qui ne nous convainc pas.

Alors monsieur le président les vœux de la CGT Finances Publiques 29 pour 2025 seraient :

- Une année 2025 remplie de création d'emplois autant que nécessaire pour assurer nos missions dans de bonnes conditions,
- d'une augmentation de nos salaires et de l'indexation sur l'inflation,
- d'égalité entre les femmes et les hommes,
- de versement de la GIPA,
- de construction de carrière linéaire reconnaissant nos qualifications à l'expérience,
- d'abrogation de la Contre-Réforme des retraites et d'obtention des retraites à taux plein à 60 ans,
- de réduction du temps de travail à 32 heures,
- du renforcement des droits à la sécurité et à la protection sociale.

La liste est non exhaustive quand elle permet d'obtenir ou de reconquérir nos libertés nos droits et garanties et le retour un service public de qualité et de proximité.

Bien sûr notre vœu le plus cher en tant que représentant du personnel en formation spécialisée du CSAL serait que la santé et la sécurité de tous les agents soit garantie dans l'exercice de leur mission.

Nous remercions les acteurs de prévention sans qui nous ne pourrions travailler sereinement pour le bien des agents, toutefois un vœu également pour que notre actrice de prévention soit épaulée et surtout remplacée pendant ses congés.

Enfin dans vos vœux vous nous avez souhaité une belle année 2025, riche en satisfactions et en action. Alors nous espérons également que celle-ci sera riche d'actions et de luttes victorieuses pour obtenir la satisfaction des besoins des agents cités précédemment, un préavis de a été déposé par la CGT Finances Publiques en sens pour permettre aux agent.es se se saisir de toutes les occasions pour faire valoir leurs revendications et ce dans l'unité la plus large.

Nous vous le promettons de l'action vous en aurez pour 2025.

Les élus CGT Finances Publiques du Finistère